

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Marne"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19. Le décret n°2020-1328 du 2 novembre 2020 précise les modalités de l'aide dans le cadre du reconfinement. Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



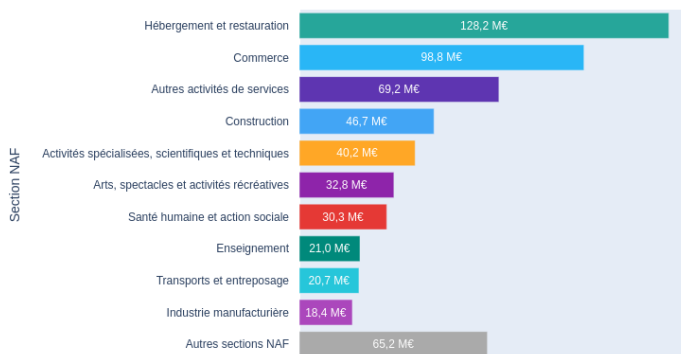
Montant total : 10 121 055 169 euros

Nombre d'aides : 5 784 699

Nombre d'entreprises : 1 819 291

## Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 571 561 771 euros

Nombre d'aides : 326 323

Nombre d'entreprises : 111 229

## Niveau Départemental : Marne

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 68 737 687 euros

Nombre d'aides : 35 286

Nombre d'entreprises : 12 324



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 125 949 429 758 euros

Nombre de prêts : 622 167

## Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 7 352 048 529 euros

Nombre de prêts : 42 914

## Niveau Départemental : Marne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 022 445 308 euros

Nombre de prêts : 4 708



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 160 513 813 euros

Nombre de reports : 87 569

## Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)

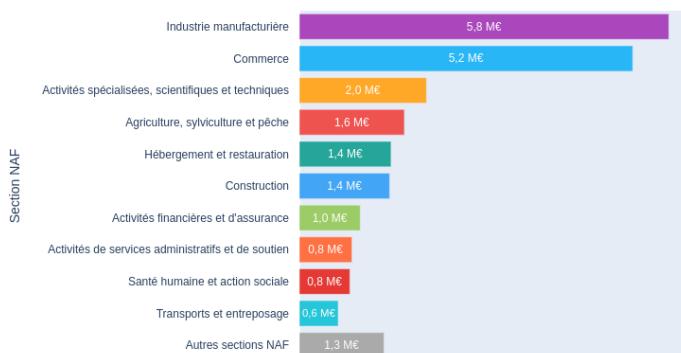


Montant total : 161 251 261 euros

Nombre de reports : 5 552

## Niveau Départemental : Marne

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 21 931 476 euros

Nombre de reports : 827



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 65 391 323 euros

Nombre d'aides : 79 739

## Niveau Départemental : Marne

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



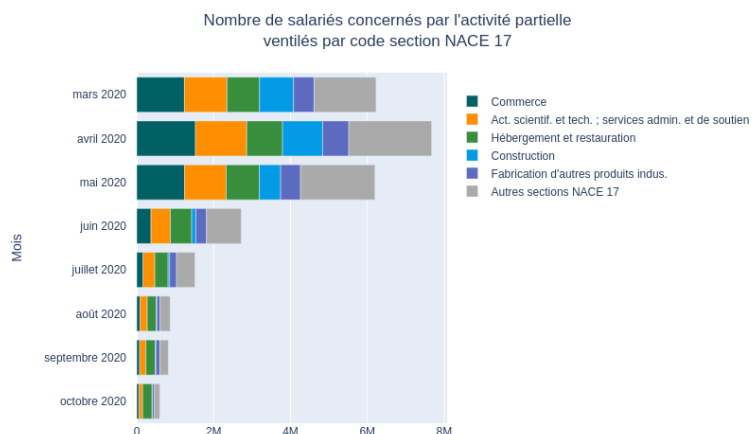
Montant total : 7 387 067 euros

Nombre d'aides : 8 897



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National

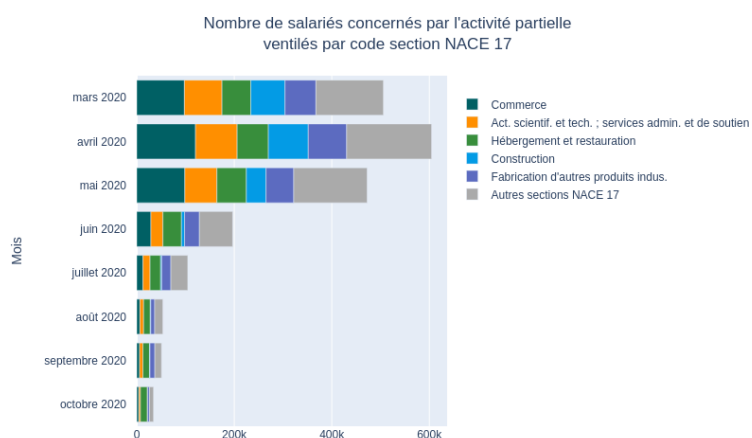


Nombre de demandes : 127 455

Nombre de salariés : 630 565

Heures demandées : 36 989 000

## Niveau Régional : Grand Est



Nombre de demandes : 7 900

Nombre de salariés : 37 495

Heures demandées : 1 798 695